

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana-Tanindrazana-Fandrosoana

TOME 1

DOCUMENT DE PERFORMANCE

ANNEXE

**AU PROJET DE LOI N°004/2022
PORTANT LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
POUR 2022**

ANNEXES

TOME 1

Annexe 1 : Rapport définissant les conditions
générales de la Situation Économique
et Financière

Annexe 2 : Document de Performance

ANNEXE 1

RAPPORT DÉFINISSANT LES
CONDITIONS GÉNÉRALES DE LA
SITUATION ECONOMIQUE ET
FINANCIÈRE

I- SECTEUR REEL

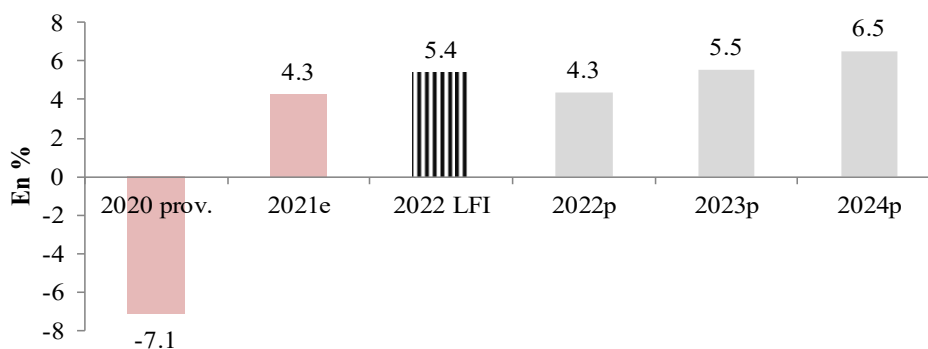
A- Croissance économique

L'économie malagasy a montré des signes de reprise dès le dernier trimestre de l'année 2020. Cet élan a été cependant ralenti par la deuxième vague de la pandémie de Covid-19 à la fin du premier trimestre 2021. L'amélioration de la situation sanitaire a conduit le Gouvernement à lever progressivement les mesures de restrictions vers la fin du troisième trimestre 2021. Les principales branches de l'économie malagasy ont effectivement rebondi en 2021, notamment l'industrie extractive, le textile, et le transport.

La croissance économique devrait se situer autour de 4,3% en 2021 (contre une prévision de +3,5% dans la LFI 2022) grâce notamment au rebond significatif du secteur industriel (+18,3%), au redémarrage du secteur tertiaire (+3,3%), et malgré une reprise plus timide du secteur primaire (+0,3%).

Les catastrophes naturelles survenues au premier trimestre 2022 ainsi que les conséquences de la guerre en Ukraine (hausse des cours de pétrole et de produits alimentaires ; ralentissement de la demande mondiale ; incertitude) vont peser sur l'économie malagasy. Les objectifs de croissance économique sont ainsi revus à la baisse. La LFI 2022 prévoyait une croissance économique de +5,4% en 2022. Les estimations récentes indiquent que Madagasikara devrait connaître une croissance économique de +4,3% en 2022. Cette performance économique devrait être soutenue par une croissance de +3,8% au niveau du secteur primaire (contre +3,4% dans la LFI 2022), de +8,7% pour le secteur secondaire (contre +8,5% dans la LFI 2022), et de +3,8% dans le secteur tertiaire (contre +5,7% dans la LFI 2022).

Figure 1 : Taux de croissance économique (Var. %)



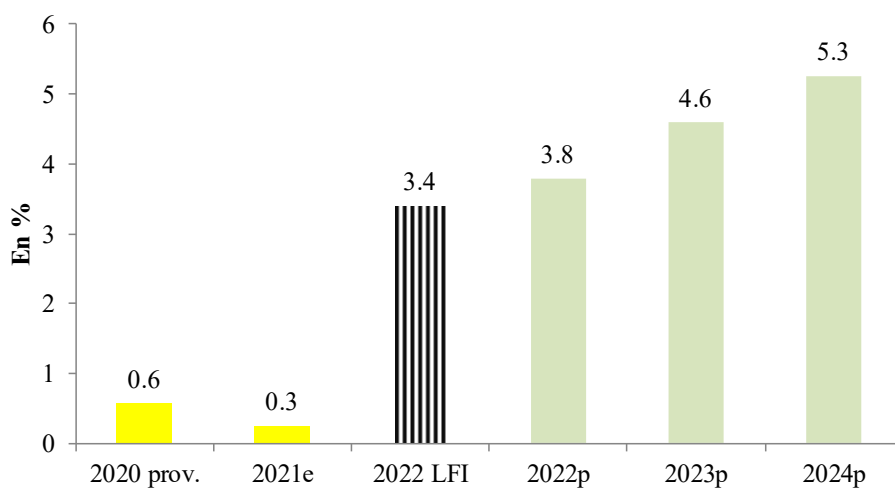
Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

1) Secteur primaire

Après une croissance estimée à +0,3% en 2021, le secteur primaire devrait afficher des performances plus solides en 2022 (+3,8% contre +3,4% dans la LFI 2022). Les cyclones qui ont frappé le pays devraient conduire à une baisse de la production agricole dans les régions directement touchées. Cependant, le surplus de pluie a bénéficié aux autres régions. Ainsi, les prévisions indiquent que la production de paddy devrait atteindre 4,8 millions de tonnes en 2022 (soit une augmentation de +9,5%) et celle de manioc de 2,7 millions de tonnes (+7,9%)¹. La branche Agriculture devrait ainsi afficher une croissance de +4,6% en 2022 (contre +3,8% dans la LFI 2022).

Par ailleurs, au regard des événements nationaux (catastrophes naturelles) et internationaux (guerre en Ukraine entraînant la hausse des cours des matières premières et produits alimentaires) récents, le Gouvernement entend intensifier ses actions pour atteindre l'autosuffisance alimentaire. La stratégie du Gouvernement vise à la fois le développement de l'agriculture, la structuration des activités d'élevage orientées vers le marché, et la mise en valeur des ressources halieutiques avec le développement des activités de pêche et d'élevage de poissons.

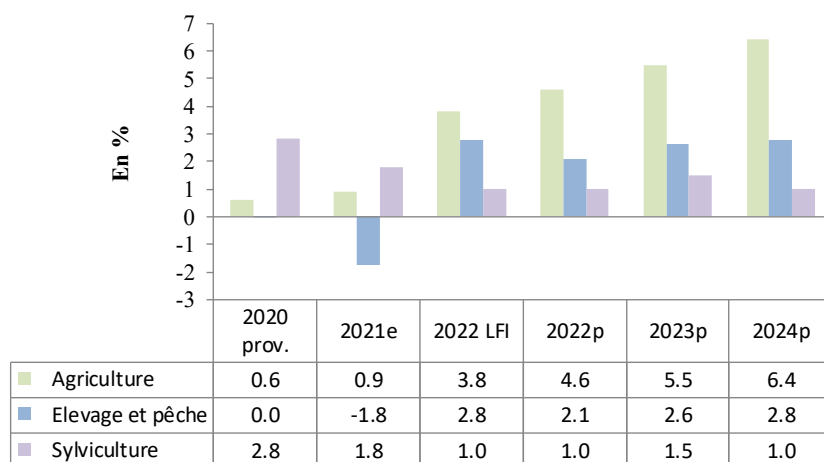
Figure 2 : Croissance du secteur primaire (Var. %)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

¹ Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage.

Figure 3 : Evolution du secteur primaire par branche d'activité (Var. %)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

2) Secteur secondaire

Le secteur secondaire a rebondi en 2021 avec une croissance de +18,3% portée par les industries extractives (notamment l'exploitation d'Ambatovy) et le secteur textile. L'année 2022 devrait marquer une consolidation de ces performances avec une croissance attendue de +8,7% (contre +8,5% dans la LFI 2022).

Figure 4 : Croissance du secteur secondaire (Var. %)

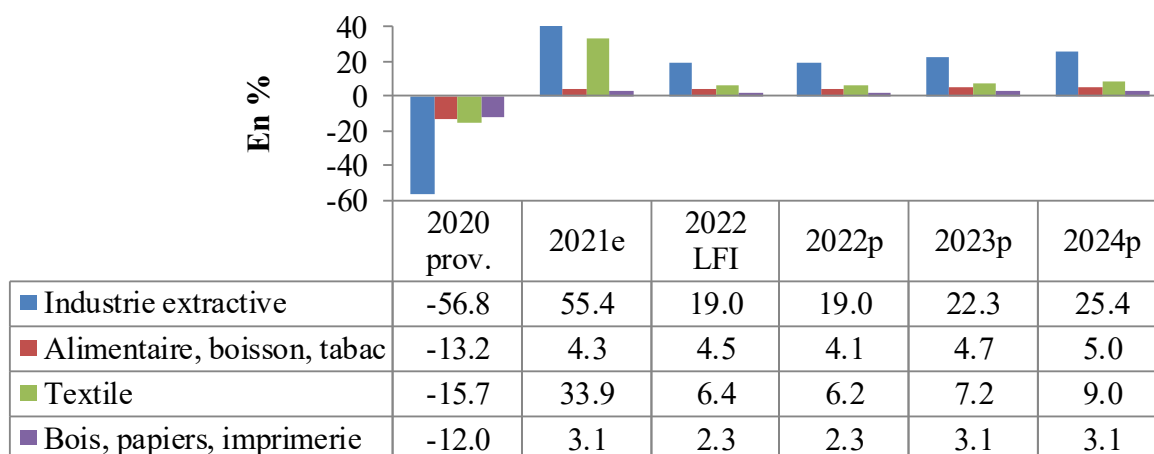


Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

Au premier trimestre 2022, les exportations de produits miniers ont bondi de +78% (en glissement annuel). Madagascar devrait significativement bénéficier de la politique de transition énergétique au niveau mondial. En effet, le pays figure parmi les principaux producteurs de graphite, élément essentiel dans la fabrication des batteries pour les voitures électriques. L'envolée des cours de nickel et de cobalt profite également à l'économie nationale. La croissance de l'industrie extractive devrait atteindre +19% comme prévue dans la LFI 2022.

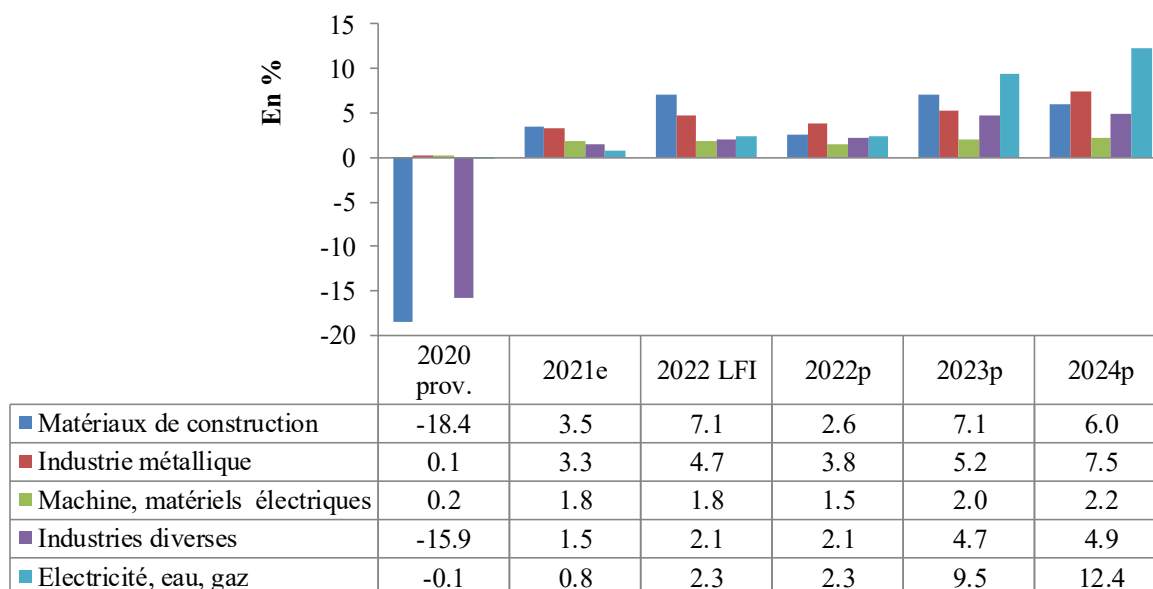
Concernant le secteur des textiles, les exportations textiles ont augmenté de +20,1% au premier trimestre 2022 (en glissement annuel). Malgré un tassement de la demande mondiale consécutive au conflit en Ukraine, Madagascar dispose d'un avantage compétitif sur les produits textiles technologiques et de luxe. Par ailleurs, la principale entreprise de filature du pays projette d'augmenter de 70,5% sa production de tissu de coton pour atteindre 13 millions de mètre linéaire. La branche Textile devrait ainsi afficher une performance de +6,2% en 2022.

Figure 5 : Evolution du secteur secondaire (Var. %) (a)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

Figure 6 : Evolution du secteur secondaire (Var. %) (b)

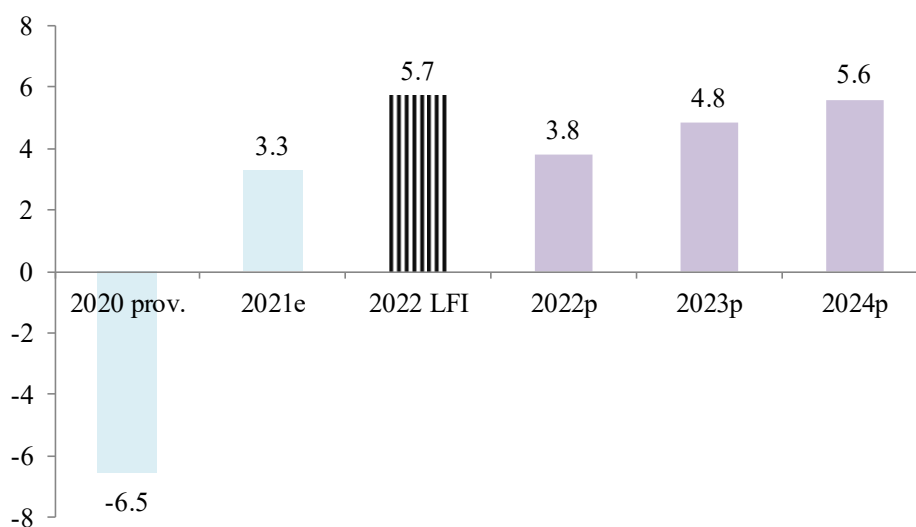


Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

3) Secteur tertiaire

La croissance du secteur tertiaire devrait légèrement s'accélérer pour s'établir à +3,8% en 2022 après +3,3% en 2021. Les importations de matériaux de construction ont connu une hausse substantielle au premier trimestre 2022 (en glissement annuel) : +42,9% pour le ciment, +28,9% pour le bitume et coke de pétrole, et +38,5% pour le fer à béton, augurant d'une dynamique positive dans le secteur des BTP. Tenant compte du niveau d'engagement des projets d'investissements publics en infrastructures, la croissance de la branche BTP est cependant revue à +4,1% (contre 12,9% dans la LFI 2022).

Figure 7 : Croissance du secteur tertiaire (Var. %)



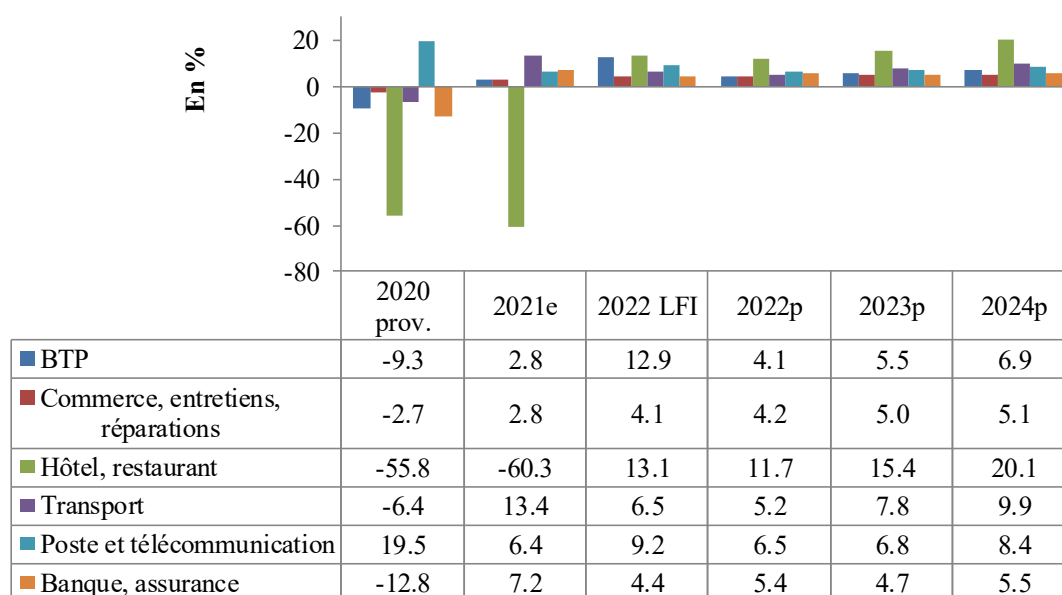
Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

Concernant le secteur touristique, la réouverture des frontières et la desserte de la destination Madagascar par de nombreuses compagnies aériennes a déjà permis l'arrivée de 18 658 non-résidents au premier trimestre 2022, soit plus du double du chiffre du premier trimestre 2021². En outre, sur le plan de la sécurité sanitaire, Madagascar a obtenu le label « Safe Travel Stamp » octroyé par le Conseil Mondial du Voyage et du Tourisme depuis septembre 2021, suite à une évaluation positive des protocoles d'hygiène appliqués aux métiers du tourisme³. Les conséquences de la guerre en Ukraine (hausse des prix du pétrole et donc du prix des billets d'avion) ont cependant conduit à une révision à +11,7% de la croissance du secteur touristique en 2022 (contre +13,1% dans la LFI 2022).

² INSTAT, TBE n°47, avril 2022

³<https://edbm.mg/covid-19-madagascar-tourisme-safe-wtmc/>

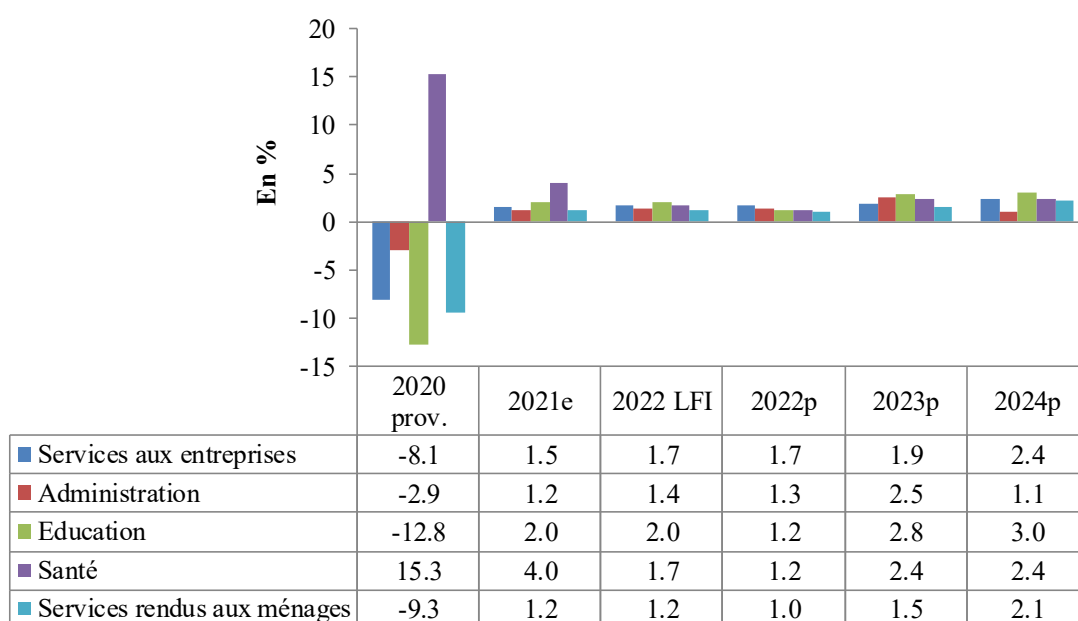
Figure 8 : Evolution du secteur tertiaire (Var. %) (a)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

S'agissant des activités de transport, en glissement annuel, durant les quatre premiers de l'année 2022, la consommation de gasoil a augmenté de 9%, celle de super carburant de 31%, et celle de jet fuel de 51%. La hausse inévitable des prix du carburant à la pompe devrait impacter sur le niveau d'activité du secteur au deuxième semestre 2022. Ainsi, on s'attend à une croissance de +5,2% (contre +6,5% dans la LFI 2022).

Figure 9 : Evolution du secteur tertiaire (Var. %) (b)



Source: MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

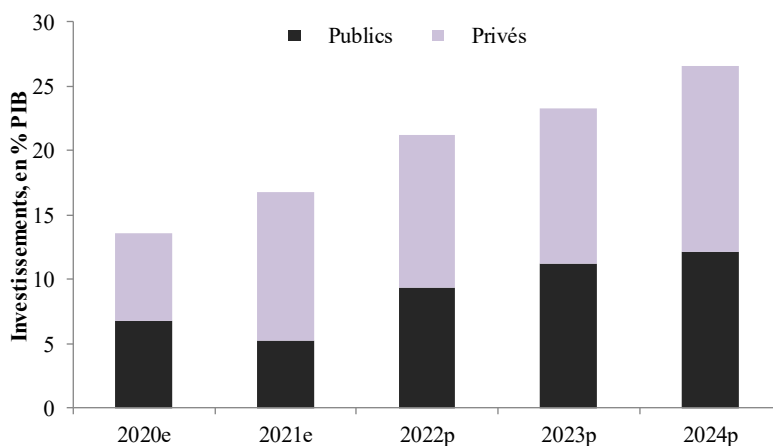
B- Analyse des investissements

Le Gouvernement malagasy a accéléré les investissements dans les secteurs sociaux (santé, éducation, adduction d'eau, etc.) suite à la pandémie de Covid-19. Les efforts en ce sens devraient se poursuivre. L'évolution récente du contexte national (cyclones) et international (guerre en Ukraine) nécessite que les actions se concentrent également sur le renforcement de la résilience de Madagascar face au changement climatique, et sur la réduction de la dépendance aux importations par le développement du tissu productif national.

En 2022, l'investissement global devrait atteindre 21,2% du PIB, dont 9,5% du PIB d'investissements publics (en hausse de 0,1 point par rapport aux prévisions de la LFI 2022) et 11,7% du PIB d'investissements privés. Dans un contexte international et national difficile, le Gouvernement entend ainsi maintenir ses efforts d'investissement tout en veillant à remplir ses objectifs en matière de consolidation budgétaire. Par conséquent, les investissements dans les secteurs sociaux vont se poursuivre, comme la construction et la réhabilitation d'infrastructures de santé et d'éducation. En outre, un effort particulier sera réalisé pour les investissements tendant à l'objectif d'autosuffisance alimentaire. Enfin, l'adaptation et la résilience face au changement climatique et les catastrophes naturelles qu'il apporte concentreront une part significative des investissements.

Concernant les investissements privés, on s'attend à une accélération par rapport à l'année 2021 (+0,2 point du PIB). L'envolée des cours mondiaux des produits miniers est une incitation pour le développement des exploitations de minerais stratégiques comme le graphite, composant essentiel des batteries des véhicules électriques. L'orientation politique du Gouvernement en faveur de l'autosuffisance alimentaire ouvre également la porte aux investissements dans l'agribusiness et l'agroalimentaire. Cependant, l'évolution du contexte international influe également sur les perspectives locales. L'incertitude née de la guerre en Ukraine et les conséquences qui en résultent (hausse des cours du pétrole et des matières premières), couplées aux effets persistants de la crise sanitaire (ex : tensions sur la logistique internationale) pourraient inciter les investisseurs à plus de prudence et d'attentisme.

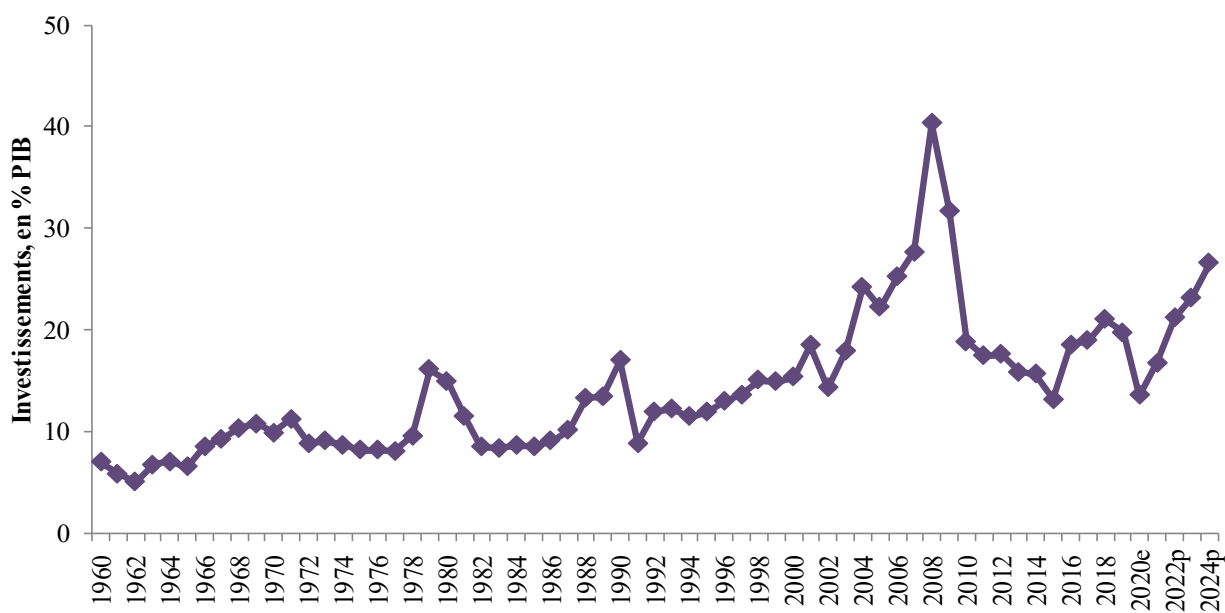
Figure 10 : Evolution du taux d'investissement brut à Madagascar (% PIB)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

Sur le moyen terme, on s'attend à une dynamique plus forte des investissements, tant publics que privés. Le taux d'investissement pourrait ainsi atteindre 23,2% du PIB en 2023 et s'accroître à 26,6% du PIB en 2024.

Figure 11 : Historique de l'évolution du taux d'investissement brut à Madagascar (% du PIB)



Source : MEF/SG/DGEP/DEME/SPCM, INSTAT

C- Inflation

1) Evolution des prix en 2021

Au niveau international, l'inflation s'est accélérée à 6,4 %. Particulièrement, les prix du carburant ont augmenté de l'ordre de 70,0 %. Malgré cette conjoncture défavorable et le ralentissement des activités économiques de la Grande île dû à la crise de Covid-19, la réactivité de la politique monétaire de la BFM et les mesures de soutien de l'Etat sur les produits stratégiques (notamment le riz et le carburant) ont permis de contenir la hausse des prix. L'inflation s'est stabilisée entre 2020 et 2021 avec un taux de l'ordre de 5,8% (moyenne période). En glissement annuel, à fin 2021, les prix dans le secteur de la santé ont connu une hausse de 10,7%. Les prix du riz et des PPN ont par ailleurs augmenté de 7,2% et 7,7% respectivement. Pour l'inflation sous-jacente, excluant du panier de consommation le riz et l'énergie, le taux a été de 6,4 % en glissement de fin de période.

Par ailleurs, la relance économique a engendré une inflation modérée de l'ensemble, de tendance croissante, 6,2% (fin période). Les crises internationales ont eu un impact moindre au niveau national dû à la réduction des consommations des marchandises importées.

Tableau 1. Résumé des variations des prix entre 2020 et 2021 [en %]

Groupe de produits	Pondération	Variation en glissement annuel (Déc 2021 / Déc 2020)	Variation des moyennes (2021/2020)
Riz	17,9	6,6	7,2
Energie	7,8	2,0	2,1
Riz et énergie	25,6	5,4	5,9
Inflation sous-jacente	74,4	6,4	5,8
Ensemble	100,0	6,2	5,8

Source : INSTAT et calculs de la BFM/DET

2) Evolution depuis le début de l'année [situation au mois d'avril 2022]

Pendant le premier quadrimestre de 2022, l'inflation relativement modérée de 2021 a perduré. En glissement annuel, l'IPC a augmenté de 6,2 %. Toutefois, on observe une accélération de l'inflation sous-jacente à 7,3 %. Par ailleurs, la majoration des prix de 2,8 %, enregistrée depuis le début de l'année, correspond à une variation annualisée (si le même rythme est maintenu tout au long de l'année) de 8,5 %.

Tableau 2. Résumé des variations des prix entre 2020 et 2021 [en %]

Groupe de produits	Pondération	Variation depuis le début de l'année (Avril 2022/ Déc 2021)	Variation en glissement annuel (Avril 2022/Avril 2021)
Riz	17,9	2,2	3,4
Energie	7,8	0,7	2,5
Riz et énergie	25,6	1,8	3,2
Inflation sous-jacente	74,4	3,1	7,3
Ensemble	100,0	2,8	6,2

Source : INSTAT et calculs de BFM/DET

3) Perspectives pour le reste de l'année 2022 et à moyen terme

Le cours du *Brent* est passé de 74,2 dollars US/baril en décembre 2021 à 112,6 dollars US/baril en mai 2022⁴, soit une hausse de 51,9 %. En y intégrant la variation du taux de change, la hausse en Ariary est de 54,1 %. Par ailleurs, on suppose que les prix à la pompe sur le marché intérieur sont administrés et qu'une hausse est attendue dans les prochaines semaines.

Pour l'année 2023, les prix du *Brent* sont prévus enregistrer une baisse d'environ 9,2 % à l'international. Les prix à la pompe pourraient faire l'objet une nouvelle majoration pour rattraper la hausse non-appliquée en 2022. Cette nouvelle majoration devrait tenir compte de la baisse des prix au niveau international.

Le prix du riz sur le marché international (évalué en Ariary) suivi par le site *Boursorama*, a enregistré une hausse de 16,8 % depuis le début de l'année. Vraisemblablement, le riz importé par Madagascar a du se renchérir de la même ampleur. Malgré le faible poids du riz importé dans la consommation totale de riz⁵ et même si la production locale est annoncée en hausse, les prix du riz local sont influencés par les prix du riz importé.

Pour les années 2024 et 2025, les perspectives du FMI (IMF/WEO d'avril 2022) prévoient une baisse des prix internationaux du carburant et une stabilité de ceux du riz.

La prévision du taux d'inflation, mesuré par les IPC, et celle de ses composantes tenant compte de ces hypothèses donnent les résultats présentés dans le tableau ci-après :

Tableau 3. Prévisions des taux d'inflation annuelle de 2022 à 2025

Années	2022	2023	2024	2025
Inflation en variation des moyennes	8,0	8,1	6,4	5,8
Inflation de fin de période	9,2	7,0	6,6	5,4

Source : Projections de BFM/DET

⁴Source : <https://www.eia.gov/outlooks/steo/>

⁵Pour le calcul de l'IPC, l'INSTAT utilise un panier de consommation issue d'une enquête auprès des ménages, réalisée en 2012 et mise à jour par des estimations en 2016. Le riz représente 17,9 % de la valeur totale de ce panier dont 0,6 % pour le riz importé.

II- FINANCES PUBLIQUES

A- Recettes fiscales intérieures

- Description de la réalisation en 2021 (taux de réalisation par rapport à LFR 2021 pour le total et pour chaque type d'impôt et taxe : TVA, IR, IRSA, IRCM, etc.) et explications y afférentes, notamment les impacts des mesures et réformes fiscales entreprises

En 2021, la réalisation est nettement améliorée par rapport à 2020 (avec une variation positive de +18,96%, soit 3 224,8 Mds Ar en 2021 contre 2 710,80 Mds Ar en 2020), suite à l'allègement des mesures anti-Covid 19 prises en 2021 pour la relance économique du pays. En effet, l'IR a contribué à cette bonne performance car l'objectif y afférent a été dépassé suite, d'une part, à l'accroissement notable des recettes de l'IR par rapport à 2020, de +20,87% (soit +116,55 Mds) au niveau de la DGE et +37% (soit +24,46 Mds) au niveau des centres fiscaux, et d'autre part, aux meilleures rentrées fiscales au niveau des secteurs: Commerce avec une augmentation de 37,71% (soit 44,95 Mds), Télécommunication 71% (soit 23,75 Mds), Tabacs et alcool 17% (soit 14,87 Mds), Industriel 32% (soit 14,51 Mds), et Prestation de Service 8,4% (soit 6,49 Mds). De surcroît, l'IRCM a connu une hausse de 131% (soit 27,32 Mds) de l'IRCM sur dividendes versés auprès du Trésor, et de 161,39% (soit 1,76 Mds) de l'IRCM versé par le secteur Industriel tandis que 186,84% (1,26 Mds) pour le secteur Tabac et Alcools. En outre, les droits d'accise recouverts au niveau de la DGE affichent une bonne performance, en particulier dans les secteurs : tabacs et alcool +58 Mds (soit +16,13%), Commerce +8 Mds (soit +59,53%), et Télécommunication +1,76 Mds (soit +2,8%).

Toutefois, l'objectif assigné à la DGI en matière de recettes fiscales intérieures a été atteint à 92,49%. En effet, la contre-performance est due, d'une part, à la baisse de 20% (soit -22 Mds) des recettes en matière d'IRSA des fonctionnaires par rapport à ceux de 2020 (suite à la mesure d'instauration des taux progressifs par tranche pour le calcul de l'IRSA), et à l'absence des BAR/IRSA de l'Ex-budget provincial reçus au niveau régional à partir du mois d'août 2021, et d'autre part, à la chute de recouvrement d'IRSA (-12% soit -8,27 Mds) au niveau des prestataires de service peuvent expliquer cette situation. Par ailleurs, l'augmentation significative de la TVA recouvrée au niveau des secteurs : télécommunication +73,06% (soit 84,7 Mds), Pétrolier +55,55% (soit 50 Mds), Tabacs et alcool +17,58% (soit 32,44 Mds), Commerce +25,93% (soit 27 Mds), Banque +14,7% (soit 10,43 Mds), et Assurance +28,37% (soit 6 Mds) n'a pas pu résorber le manque à gagner d'environ -80 Mds en matière de TVA. Cette situation a été accentuée par les différentes mesures d'exonération de TVA prises dans la LFI 2021, accompagnée de la contre-performance en matière de droit de timbres sur visas, suite aux mesures anti-Covid 19 relatives à la fermeture des frontières internationales.

- Description de la situation au premier semestre 2022 (taux de réalisation par rapport à la LFI 2022 pour le total et pour chaque type d'impôt et taxe : TVA, IR, IRSA, IRCM, etc.) et explications y afférentes, notamment impacts des mesures et réformes fiscales entreprises

Les recettes fiscales intérieures de janvier à fin mai 2022 se sont établies à 1 281,44 Mds Ar contre une prévision de 1 709,71 Mds Ar, soit 74,95%. Cette situation est expliquée notamment par la chute de la TVA du secteur pétrolier (-47,35 Mds Ar), suivie par la non régularisation de l'IRSA des fonctionnaires au mois de mai 2022 et de la stagnation des recettes de l'IRCM, suite au non versement des dividendes auprès du Trésor, d'une part, et de la contre-performance rencontrée au niveau des recettes de droit de timbres sur visas corollaires du retard de l'ouverture des frontières internationales (à partir du mois d'avril 2022).

- Perspectives pour 2022 et à moyen terme, avec les explications et hypothèses sous-tendantes (pour le total et pour chaque type d'impôt et taxe : TVA, IR, IRSA, IRCM, etc.), notamment les impacts des mesures et réformes fiscales entreprises et nouvellement prises dans la LFR 2022.

Dans le cadre du PLFR 2022, la DGI projette d'atteindre un objectif de 3 848,59 Mds Ar en termes de recettes fiscales intérieures à travers les mesures et réformes fiscales déjà entreprises dans la LFI 2022, avec un taux de pression fiscale de 6,3% conformément à la révision de la croissance économique à 4,3% du produit intérieur brut.

A moyen terme, la DGI a comme perspectives de recettes fiscales intérieures, respectivement de 5 065,10 Mds Ar, 6 595,77 Mds Ar, 8 646,03 Mds Ar en 2023, 2024 et 2025 avec un taux de pression fiscale respectif de 7,53%, 8,79%, 10,19% du PIB

B- Recettes douanières

1) Situation des recettes douanières en 2021

L'année 2021 a été marquée par une faiblesse du volume des importations par rapport à ce qui était prévu. Il en résulte un taux d'exécution d'environ 89% pour le droit de douane, la TVA et la taxe sur les produits pétroliers. En revanche, le cours des produits pétroliers a commencé son envol en passant de 50 USD/baril en moyenne en décembre 2020 à 74,4 USD/baril en moyenne en décembre 2021. La TVA sur les produits pétroliers affiche alors un excédent de 78,9 milliards MGA par rapport aux prévisions retenues dans la LFR.

Tableau 11 : Exécution des prévisions de recettes douanières en 2021, Unité : milliards MGA

NATURE DE DTI	Recettes collectées	Prévision LFR	Taux d'exécution
Droit de douane	591,7	653,4	91%
TVA	1 302,6	1 471,2	89%
AUTRES	1,4	1,2	115%
Sous-total Recettes sur produits non pétroliers	1 895,7	2 125,9	89%
Taxe sur les produits pétroliers	265,0	302,7	88%
TVA sur les produits pétroliers	496,3	417,4	119%
Sous-total Recettes sur produits pétroliers	761,3	720,1	106%
Total général	2 657,0	2 846,0	93%

Source : MEF/SG/DGD

2) Exécution des prévisions de recettes douanières jusqu'à fin mai 2022 et perspectives pour 2022

Sous l'effet dissuasif de la hausse des frets internationaux, les prévisions de recettes sur les produits non pétroliers ont été exécutées à 97% durant les cinq premiers mois de l'année 2022. La tension inflationniste a été exacerbée avec le conflit en Ukraine. Le prix du baril de Brent a franchi la barre des 100 USD. Cette situation conduit à un excédent de 112,2 milliards sur les recettes de TVA sur les produits pétroliers.

Tableau 12 : Exécution des prévisions de recettes douanières en 2022, à fin mai, Unité : milliards MGA

NATURE DE DTI	Recettes collectées	Prévision pour cinq mois	Taux de réalisation
Droit de douane	279,6	253,3	110%
TVA	575,2	624,7	92%
AUTRES	0,5	0,7	81%
Sous-total Recettes sur produits non pétroliers	855,4	878,6	97%
Taxe sur les produits pétroliers	116,6	115,2	101%
TVA sur les produits pétroliers	310,9	198,7	156%
Sous-total Recettes sur produits pétroliers	427,5	314,0	136%
Total général	1 282,9	1 192,6	108%

Source : MEF/SG/DGD

Les projections pour 2022 indiquent un niveau de recettes douanières brutes atteignant 3 394 milliards d'Ariary, soit une hausse de 10,8% par rapport aux prévisions initiales dans la LFI 2022.

C- Recettes non-fiscales

Malgré la faible rentrée des redevances par rapport au montant prévu par la LFR 2021 (réalisations de 33,8 Mds Ariary contre la prévision de 72,0 Mds Ariary), l'année 2021 a enregistré une bonne tenue des recettes non fiscales avec une réalisation de 166,1 Mds Ariary, soit un excédent de 1,2 Mds Ariary au-dessus de la cible de la LFR 2021 de 164,9 Mds Ariary. Les plus-values importantes concernent les dividendes qui rapportent à l'Etat 103,3 Mds Ariary comparés à une prévision de 71,5 Mds Ariary.

Dans le PLFR 2022, le montant des recettes non fiscales de 174,6 Mds Ariary inscrit dans la loi de finances initiale reste inchangé. Par ailleurs, le niveau des recettes non fiscales sera maintenu à 0,3% du PIB sur la période de 2023 à 2024.

Tableau 13 : Recettes non fiscales 2021-2024

	2021	2022 LFI	2022 LFR	2023	2024
Recettes non fiscales (Mds Ariary)	166,1	174,6	174,6	185,7	214,5
En pourcentage du PIB	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3

Source : MEF/SG/DGT

D- Dépenses

Les dépenses de solde, initialement prévues à 3 266,7 milliards Ariary dans la LFI 2022, ont été modifiées à 3 237,6 milliards Ariary. Cette baisse à hauteur de 29,1 milliards Ariary est induite, entre autres, par le réajustement des prévisions d'avancement, la réduction du nombre de dotations de postes budgétaires.

Concernant la caisse de retraite, le montant total des transferts à affecter au renflouement du déficit de sa balance a été révisé à 339,9 milliards Ariary contre 293,9 milliards Ariary prévus initialement (+15,6%). Cette hausse fait suite à certains réajustements effectués au niveau des prévisions des recettes de cotisations et des dépenses en faveur des pensionnés et ayants droit.

Les dépenses de fonctionnement (hors intérêts) s'élèvent à 2 055,8 milliards Ariary contre 2 153,1 milliards Ariary inscrites dans la LFI 2022, (soit - 4,5%). Cette baisse résulte d'un réajustement des crédits de transferts et subventions de l'ordre de - 6,1%, ainsi que la prise des nouvelles mesures concernant la déclaration du Président de la République relative à la majoration des salaires, la préparation et l'organisation des jeux des îles 2023 à Madagascar, ainsi que la préparation des futures élections.

Dans la présente LFR, les dépenses d'investissements publics s'établissent à 5 735,1 milliards Ariary contre 5 533,5 milliards Ariary initialement, (soit + 3,6%).

Les Investissements, sur financement externe, représentant 72,9% des dépenses en capital affichent une hausse de 16,5%. Cette augmentation s'explique par la signature de nouveaux accords de financement relatifs à différents projets axés sur les Secteurs Infrastructure et Social et dans le cadre du redressement post cyclonique avec notamment, la Banque Mondiale et l'USAID.

Pour ce qui est des investissements internes, malgré la révision à la baisse de 20,1% passant de 1 555,9 milliards Ariary contre 1 947,5 milliards Ariary, la mise en œuvre de nouvelles infrastructures transformationnelles et des projets sociaux demeurent une priorité, à l'instar de la réhabilitation de la RN13 reliant Ihosy à Betroka, la construction de l'autoroute reliant Antananarivo et Toamasina, du pipeline Efaho, de parc solaire, de Centre de Santé de Base, ainsi que d'Hôpitaux Manara-penitra.

E- Déficit budgétaire

Le déficit public, sur base caisse, pour l'année 2021 s'est situé à 3,1% du PIB avec un déficit du solde primaire qui s'est établi à 0,3% du PIB alors que la prévision de la loi de finances rectificative était de 6,8 %. Cette amélioration du solde budgétaire est notamment due à la faiblesse de l'exécution des dépenses par rapport à l'objectif fixé par la loi de finances rectificative.

Dans ce présent PLFR, le déficit base caisse s'établit à 6,2% du PIB, soit en détérioration de 0,5 point par rapport à la cible de la loi initiale pour 2022. De même le solde primaire s'est détérioré, passant de -0,9% à -1,5% du PIB. Cette situation résulte essentiellement de la révision de la prévision des recettes fiscales intérieures et des dépenses publiques à exécuter en 2022.

En terme nominal, le déficit public, base caisse, s'établit à 3 777,5 Mds Ariary dont 2 186,7 Mds Ariary seront financés par l'extérieur et 1 589,8 Mds Ariary par le recours aux emprunts publics intérieurs, notamment à travers les Bons du Trésor et aux avances statutaires de la BFM. Dans ce PLFR, Madagascar utilisera l'allocation de DTS du FMI à hauteur de 800,0 Mds Ariary (192,0 mois DTS) pour financer la relance économique du pays après le Covid-19.

Tableau 13 : Déficits budgétaires 2021-2024

	2021	2022 LFI	2022 LFR	2023	2024
Déficit global base caisse (Mds Ariary)	-1 697,3	-3 453,0	-3 777,5	-4 205,8	-5 031,0
En pourcentage du PIB	-3,1	-5,7	-6,2	-6,3	-6,8
Solde primaire, base caisse (Mds Ariary)	-177,5	-571,9	-884,9	-1 691,4	-197,7
En pourcentage du PIB	-0,3	-0,9	-1,5	-2,5	-0,3

Source : MEF/SG/DGT

III- SITUATION MONETAIRE

A- Situation de 2021

1) Evolution de la masse monétaire

En 2021, la croissance de la **base monétaire** a été de 7,4 % ou 403,3 milliards d'Ariary, contre 10,8 % en 2020. En effet, les créances nettes sur l'Etat (CNE) de la BFM se sont alourdies de 227,5 milliards d'Ariary, sous les effets conjugués de la rétrocession de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du FMI en avril 2021 pour un montant de 48,9 millions de DTS et le renflouement des avoirs de l'Etat à hauteur de 18,5 milliards d'Ariary. De plus, la BFM a injecté, en net, 101,8 milliards d'Ariary sur le marché monétaire pour répondre aux besoins du système bancaire. Par ailleurs, les avoirs extérieurs nets (AEN) de la BFM se sont reconstitués de 93,6 milliards d'Ariary, soit 13,5 millions de DTS. Les avoirs extérieurs bruts de la BFM ont essentiellement été alimentés par les aides extérieures dans le cadre de la lutte contre la *Covid-19* ainsi que par les différents virements nets reçus de l'extérieur. Il convient de noter que l'allocation de DTS de 234,2 millions de DTS reçue du FMI et les aides à la balance des paiements dans le cadre du programme FEC de 48,9 millions de DTS en 2021 n'ont pas eu d'impact sur le niveau des AEN de la BFM.

La croissance de la **masse monétaire (M3)** a été de 12,2 % ou 1 728,8 milliards en 2021, contre 12,1 % en 2020. Dans cet ensemble, les créances bancaires sur l'économie ont progressé de 1 495,8 milliards d'Ariary, soit 19,6 %. Les opérations de l'Etat avec le système bancaire ont été expansives de 229,6 milliards d'Ariary. Cette hausse des CNE du système bancaire a notamment été expliquée par les CNE de la BFM, comme précisé plus haut. Les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont augmenté de 141,8 milliards d'Ariary (ou 21,0 millions de DTS), dont 93,6 milliards d'Ariary (ou 13,5 millions de DTS) pour la BFM et 48,2 milliards d'Ariary (ou 7,5 millions de DTS) pour les banques.

Tableau 4 : Evolution de la masse Monétaire et ses contreparties

	2021	LFI2022	LFR 2022	2023	2024
Masse monétaire (M3) en % PIB	17,8	17,9	19,7	13,1	11,3
Masse monétaire (M3) en milliards Ariary	15 919,1	19 714,5	19 089,0	21 597,1	24 039,1
Avoirs extérieurs nets	5 018,1	5 633,9	6 169,5	6 567,6	6 524,0
Avoirs intérieurs nets	10 900,9	14 080,6	12 919,5	15 029,6	17 515,2

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

2) Politique monétaire conduite par la BFM en 2021

Après une crise économique liée à la pandémie de *Covid-19* en 2020, l'année 2021 a été caractérisée par une reprise économique. Reprise qui est allée de pair avec une tendance haussière des agrégats monétaires, impliquant des menaces inflationnistes. Les incertitudes au niveau mondial

occasionnées par la pandémie de *Covid-19* ont également pesé sur la conjoncture économique intérieure.

Dans ce contexte, la BFM a poursuivi son soutien à l'économie, mais face aux menaces inflationnistes, est restée prudente dans la mise en œuvre de la politique monétaire. Dans ce sens, la BFM a ainsi relevé à plusieurs reprises le corridor des taux en 2021. Au premier trimestre de 2021, il y a eu une hausse des taux des facilités permanentes : *le taux des facilités de dépôt (FDD) est passé de 0,90 % à 1,76 %, et le taux des facilités de prêt marginal (FPM) de 5,30 % à 6,16 %*. Les coefficients de réserves obligatoires ont été maintenus. Ce premier relèvement de taux a notamment été motivé par l'anticipation d'un excédent de monnaie en circulation dans l'économie, à même d'exercer des pressions sur les prix.

Lors de la deuxième revue trimestrielle de la politique monétaire, les taux des facilités permanentes ont encore été rehaussés : *le taux des FDD à 2,8 % et le taux des FPM à 7,20 %*. Les coefficients de réserves obligatoires ont été gardés. Cet ajustement a été justifié par le constat de pressions haussières sur le niveau général des prix. Pressions causées par les tensions sur les chaînes de production mondiales et transmises à l'économie nationale à travers les coûts de production des biens et services. La variation annuelle de l'IPC a alors été de 6,1 % en juin 2021, contre 3,9 % un an plus tôt.

Une troisième revue trimestrielle de la politique monétaire a eu lieu en novembre 2021, lors de laquelle un resserrement du corridor des taux d'intérêt a été opéré. Ainsi, le taux des FDD a été relevé à 3,80 % et celui des FPM maintenu à 7,20 %. Les coefficients des réserves obligatoires ont été fixés à un taux unique de 13,00 %, aussi bien pour les dépôts en Ariary, qu'en devise. Le resserrement du corridor des taux d'intérêt constitue une étape importante dans la réforme du cadre opérationnel de la politique monétaire de la BFM. Par ailleurs, ce resserrement du corridor a également été justifié par l'instauration de conditions veillant à la fois à la stabilité monétaire et la croissance économique, face aux multiples contraintes et incertitudes conjoncturelles. Le glissement annuel de l'inflation a atteint 6,4 % en août 2021.

B- Situation en 2022 et à moyen terme

1) Evolution au cours du premier semestre 2022

a. Evolution de la masse monétaire

Sur les cinq premiers mois de 2022, la **base monétaire** a fléchi de -236,1 milliards d'Ariary, soit -4,0 % (contre -150,9 milliards d'Ariary ou -2,8 % sur la même période en 2021). Ce recul a été expliqué par les interventions de la BFM sur le marché monétaire qui se sont soldées par une ponction nette de 681,5 milliards d'Ariary (écart entre l'encours des injections de la BFM à fin 2021 de 710,7 milliards d'Ariary et à fin mai 2022 de 29,3 milliards d'Ariary). Les avoirs extérieurs nets de la BFM ont également reculé de -344,9 milliards d'Ariary (ou -45,0 millions de DTS), en raison notamment des paiements extérieurs effectués par la BFM pour le compte du Trésor public. Ces facteurs restrictifs ont

limité l'effet expansif des créances nettes sur l'Etat de la BFM, lesquelles ont augmenté de 652,8 milliards d'Ariary. L'Etat a mobilisé ses dépôts auprès de la BFM à hauteur de 528,4 milliards d'Ariary, dont 72,4 milliards d'Ariary sur ses dépôts en devises. A fin mai 2022, la croissance annuelle de la base monétaire a été de 6,0 %, contre 7,4 % à fin 2021.

Au premier trimestre de 2022, la croissance de la **masse monétaire** (M3) a été de 584,6 milliards d'Ariary, soit 3,7 %, contre 275,8 milliards d'Ariary ou 1,9 % sur la même période de 2021. Cette variation a été expliquée par la hausse de 670,8 milliards d'Ariary des créances nettes sur l'Etat du système bancaire. Hausse qui a notamment été due à la mobilisation par l'Etat de ses dépôts auprès de la BFM. Les créances bancaires sur l'économie ont été en hausse de 85,1 milliards d'Ariary. En termes annuels, les crédits bancaires se sont accrus de 23,3 % en mars 2022, contre 12,1 % en mars 2021 et 19,6 % à fin 2021. Par contre, les avoirs extérieurs nets du système bancaire ont été en baisse de -86,8 milliards d'Ariary (en devise, la baisse a été de -9,3 millions de DTS). Cette tendance a notamment été en lien avec la diminution des avoirs extérieurs nets de la BFM. A fin mars 2022, le glissement annuel de M3 a été de 14,1 %, après 12,2 % à fin 2021 et 12,1 % à fin 2020.

b. Politique monétaire conduite par la BFM en 2022

la BFM a poursuivi sa démarche vigilante face aux risques inflationnistes, tout en veillant à ne pas rajouter des contraintes d'origine monétaire à la reprise économique.

En mai 2022, la première revue trimestrielle de la politique monétaire a resserré le corridor : *le taux des FDD est passé de 3,80 % à 6,00 %, et celui des FPM, de 7,20 % à 8,00 %.*

Cette décision a d'abord été motivée par la poursuite du constat de pressions inflationnistes puisque la tendance haussière de l'inflation a persisté en 2022. Le glissement annuel de l'IPC a été de 6,2 % à fin mars et le niveau général des prix a augmenté de 2,0 points de pourcentage depuis fin 2021. De plus, différents chocs, notamment les chocs climatiques, la pandémie de *Covid-19* et le conflit en Ukraine ont accentué les pressions sur les coûts de production. Ils ont freiné le redressement économique et ont exacerbé les pressions inflationnistes. Dans ce contexte, la BFM demeure très attentive à l'évolution des variables macroéconomiques susceptibles d'impacter l'économie du pays.

2) Perspectives pour 2022 et à moyen terme

Les perspectives macroéconomiques tablent sur une croissance annuelle de la masse monétaire aux alentours de 19,0 % en 2022, mais un ralentissement est attendu à moyen terme. Les incertitudes nationales et internationales, entre autres le conflit en Ukraine et la pandémie de *Covid-19*, poussent la BFM à une vigilance accrue dans la conduite de la politique monétaire. Pour instaurer un environnement financier favorable à la reprise économique, la BFM continuera de veiller à la fois sur la maîtrise de l'inflation et la stabilité financière, tout en apportant son soutien aux programmes économiques de l'Etat. La migration progressive vers un nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire, passant du ciblage d'agrégats monétaires au ciblage de taux d'intérêt, s'inscrit également dans cette optique.

IV- Balance des paiements et Taux de change

A- Balance des paiements

Une reprise progressive des activités économiques a été observée en 2021, malgré la persistance de la crise sanitaire. En 2022, l'évolution de la guerre en Ukraine et la crise sanitaire aurait des impacts importants sur la situation des paiements extérieurs du pays.

Tableau 5: Evolution de la Balance globale

Balance globale	2021	2022 LFI	2022 LFR	2023	2024
<i>En millions de DTS</i>	183,8	-117,8	-53,5	16,5	-107,1
<i>En % du PIB</i>	1,8	-1,1	-0,5	0,1	-0,8

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

1) Compte courant

Le compte courant a enregistré un solde négatif de -5,1 % du PIB en 2021. Il est estimé à -2,5 % du PIB pendant le premier semestre de 2022 et s'ajusterait à -6,0 % sur l'ensemble de cette année. Cette situation est due en majeure partie à la hausse des paiements des services publics ainsi qu'à la baisse des envois de fonds reçus par le secteur privé. Par ailleurs, la reprise graduelle du tourisme est attendue grâce à la réouverture des frontières.

Sur les six premiers mois de 2022, la balance commerciale est évaluée à -2,5 % du PIB et passerait de -6,8 % du PIB en 2021 à -5,8 % en 2022. La relance des activités économiques se reflèterait au niveau de l'évolution des exportations et des importations en général mais particulièrement au niveau de la reprise des exportations de nickel et de cobalt. Sur le plan mondial, le nickel, utilisé principalement dans la fabrication de batteries, a vu son prix fortement progresser avec la hausse de la demande de véhicules électriques. Cette opportunité serait bénéfique pour le secteur minier. Toutefois, le solde des opérations sur les revenus des investissements se détériorerait.

Tableau 6 : Evolution du Compte courant

<i>(En millions de DTS)</i>	2021	2022 LFI	2022 LFR	2023	2024
Compte courant	-505,7	-518,9	-659,2	-831,1	-815,5
Biens et services	-1 020,8	-856,4	-1 028,3	-1 096,2	-1 044,1
Balance commerciale	-679,0	-669,2	-643,3	-621,7	-642,6
Exportations FOB	1 904,0	1 980,5	2 338,3	2 664,3	2 877,9
Importations FOB	-2 583,0	-2 649,7	-2 981,6	-3 286,0	-3 520,4
Services (solde)	-341,8	-187,3	-385,0	-474,5	-401,6
Revenus des investissements	-182,5	-252,9	-248,8	-263,3	-288,0
Transferts courants	697,6	590,4	617,9	528,4	516,7

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

2) Compte en capital et financier

En 2021, le compte en capital a affiché un solde positif de +0,6 % du PIB. Sur le premier semestre de 2022, il est prévu se tenir à +0,7 % du PIB et passerait à +2,9 % sur l'ensemble de l'année. Cette rubrique comprend principalement les « *dons projet* » pour le compte du Gouvernement. Quant au compte financier, il a représenté +6,5 % du PIB en 2021 et baisserait à +2,6 % en 2022 (+1,7 % au premier semestre). Ce recul est surtout attribué à l'allocation de DTS du FMI en 2021, qui a gonflé la rubrique des opérations en « *capital et financières* ».

Au niveau des investissements directs étrangers, ils s'afficheraient à +1,9 % du PIB en 2022 (+0,8 % au premier semestre), s'ils ont enregistré +1,7 % du PIB en 2021. Cette évolution serait expliquée par la reprise des investissements, particulièrement le secteur minier. Les tirages au titre des « *prêts projet* » du Gouvernement passeraient de +1,9 % du PIB en 2021 à +4,0 % en 2022 (+2,0 % au premier semestre 2022).

Tableau 7 : Evolution du Compte capital et financier

(En millions de DTS)	2021	2022 LFI	2022	2023	2024
Compte capital et financier	703,6	401,1	639,6	847,6	708,4
Compte des capitaux	55,5	220,0	320,6	470,5	169,8
Administration publique	55,5	220,0	320,6	470,5	169,8
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	648,0	181,1	319,0	377,1	538,6
Investissement direct	171,2	203,4	206,2	226,0	288,1
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	476,8	-22,2	112,8	151,1	250,4
Gouvernement	222,4	339,5	400,7	678,6	760,5
Autres secteurs	247,5	-246,2	-120,9	-218,6	-112,6
Banques commerciales (net)	-7,5	0,0	-80,7	0,0	0,0

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

3) Situation des paiements extérieurs

De tout ce qui précède, le solde global des paiements extérieurs est passé de +1,8 % du PIB en 2021 à -0,5 % du PIB en 2022. Il est estimé à -0,4 % du PIB au premier semestre 2022.

Le stock des réserves officielles de changes de la BFM a été de 1 629,6 millions de DTS (2 271,6 millions de dollars US) en 2021, soit l'équivalent de 5,8 mois d'importations de biens et services non-facteurs. A fin 2022, ces réserves représenteraient 1 637,2 millions de DTS (2 226,1 millions de dollars US) correspondant à 4,9 mois d'importations de biens et services non-facteurs.

Tableau 8 : Réserves officielles de changes

	2021	2022 LFI	2022
Réserves brutes officielles (millions de DTS)	1629,6	1 502,9	1 637,2
Mois d'importations de biens et services	5,8	5,0	4,9

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

B- Taux de change

De fin 2020 à fin 2021, la monnaie nationale s'est appréciée de 4,6 % par rapport à l'euro, mais a perdu 3,4 % de sa valeur nominale face au dollar US. Cette dépréciation face au dollar US est le reflet du comportement de la parité EUR/USD sur l'international où l'euro est passé de 1,2281 dollar US (à fin 2020) à 1,1334 dollar US (à fin 2021), soit une appréciation de 7,7 % du dollar US. L'évolution de la pandémie de *Covid-19*, entre autres l'apparition du variant Delta au dernier trimestre, la divergence des politiques monétaires des grandes banques centrales, l'inflation, ont également pesé sur les marchés à l'international.

Au premier trimestre 2022, l'Ariary s'est apprécié de 0,9 % vis-à-vis de l'euro, mais a concédé 0,5 % face au dollar US. La parité EUR/USD a continué à baisser en passant de 1,1334 à la fin décembre 2021 à 1,1002 à fin mars 2022. Le facteur principal ayant influé sur le marché étant le conflit Russie-Ukraine depuis février.

Sur le marché interbancaire des devises, la BFM mène des interventions ponctuelles pour lisser les fortes fluctuations à court terme de la monnaie nationale, tout en veillant à maintenir un niveau adéquat de ses réserves. En 2022 et à moyen terme, il est attendu une stabilité en termes réels de la monnaie nationale et ce, en raison de la politique prudente de la BFM et de la prévision à l'amélioration graduelle attendue de la situation des paiements extérieurs du pays.

Tableau 9 : Taux de change

Taux de change (moyenne période)	2021	2022 LFI	2022	LFR/LFI 2022 (en%)
DTS/Ariary	5 487,7	5 626,6	5 460,0	-3,0
Dollars/Ariary	3 936,7	4 056,8	4 015,5	-1,0
Euro/Ariary	4 670,8	4 788,4	4 259,0	-11,0

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

TABLEAU A-1 : Récapitulatif – Principaux indicateurs économiques et financiers

(En % de variation sauf indication contraire)	2020	2021	2022	2022	2023	2024
	réal.	estim.	LFI	prov.	prév.	prév.
Croissance économique	-7,1	4,3	5,4	4,3	5,5	6,5
Secteur primaire	0,6	0,3	3,4	3,8	4,6	5,3
Secteur secondaire	-29,5	18,3	8,5	8,7	11,6	14,0
Secteur tertiaire	-6,5	3,3	5,7	3,8	4,8	5,6
Indice des prix à la consommation (moyenne période)	4,2	5,8	6,4	8,0	8,1	6,4
Indice des prix à la consommation (fin de période)	4,5	6,2	6,4	9,2	7,0	6,6
Déflateur du PIB	4,4	6,1	5,3	5,8	5,0	4,4
PIB nominal (en milliards d'Ariary)	49 453,2	54 729,2	60261,8	60 440,7	66 960,5	74 466,4
Taux de Pression Fiscale	9,5	10,4	11,7	11,6	13,6	15,4
Taux de déficit budgétaire	-3,5	-3,1	-5,7	-6,2	-6,2	-6,7
Taux d'investissement (en % du PIB)	13,6	16,7	25,8	21,2	23,2	26,6
Dont Investissement public	6,8	5,2	9,2	9,5	11,2	12,2
Investissements privés	6,8	11,5	16,6	11,7	12,0	14,4
Variation de la masse monétaire (M3 en Var. %)	12,1	12,2	17,9	19,9	13,1	11,3

Source: MEF/SG/DGEP/DEMEEME/SPCM, INSTAT, BFM

TABLEAU A-2 : Récapitulatif – Taux de croissance par branche d'activités (Var. %)

	2020	2021	2022	2022	2023	2024
	réal.	estim.	LFI	prév.	prév.	prév.
Secteur Primaire	0,6	0,3	3,4	3,8	4,6	5,3
Agriculture	0,6	0,9	3,8	4,6	5,5	6,4
Elevage et pêche	0,0	-1,8	2,8	2,1	2,6	2,8
Sylviculture	2,8	1,8	1,0	1,0	1,5	1,0
Secteur Secondaire	-29,5	18,3	8,5	8,7	11,6	14,0
Industrie extractive	-56,8	55,4	19,0	19,0	22,3	25,4
Alimentaire, boisson, tabac	-13,2	4,3	4,5	4,1	4,7	5,0
Textile	-15,7	33,9	6,4	6,2	7,2	9,0
Bois, papiers, imprimerie	-12,0	3,1	2,3	2,3	3,1	3,1
Matériaux de construction	-18,4	3,5	7,1	2,6	7,1	6,0
Industrie métallique	0,1	3,3	4,7	3,8	5,2	7,5
Machine, matériels électriques	0,2	1,8	1,8	1,5	2,0	2,2
Industries diverses	-15,9	1,5	2,1	2,1	4,7	4,9
Electricité, eau, gaz	-0,1	0,8	2,3	2,3	9,5	12,4
Secteur Tertiaire	-6,5	3,3	5,7	3,8	4,8	5,6
BTP	-9,3	2,8	12,9	4,1	5,5	6,9
Commerce, entretiens, réparations	-2,7	2,8	4,1	4,2	5,0	5,1
Hôtel, restaurant	-55,8	-60,3	13,1	11,7	15,4	20,1
Transport	-6,4	13,4	6,5	5,2	7,8	9,9
Poste et télécommunication	19,5	6,4	9,2	6,5	6,8	8,4
Banque, assurance	-12,8	7,2	4,4	5,4	4,7	5,5
Services aux entreprises	-8,1	1,5	1,7	1,7	1,9	2,4
Administration	-2,9	1,2	1,4	1,3	2,5	1,1
Education	-12,8	2,0	2,0	1,2	2,8	3,0
Santé	15,3	4,0	1,7	1,2	2,4	2,4
Services rendus aux ménages	-9,3	1,2	1,2	1,0	1,5	2,1
SIFIM	19,2	4,3	5,3	4,6	4,8	5,1
Impôts sur les produits	13,3	3,1	4,3	3,2	3,4	3,5
PIB aux prix d'acquisition	-7,1	4,3	5,4	4,3	5,5	6,5

TABLEAU A-3 : Récapitulatif – Opérations Globales du Trésor

	2021	2022	2023	2024	2025
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
Total des recettes et des dons	6 353,9	9 170,3	12 184,7	12 995,5	16 878,7
Recettes totales (hors dons)	6 048,0	7 417,4	9 564,5	12 014,2	15 754,4
Recettes fiscales brutes	5 881,8	7 242,8	9 378,8	11 799,7	15 508,6
Impôts	3 224,8	3 848,6	5 065,1	6 595,8	8 646,0
Douanes	2 657,0	3 394,2	4 313,7	5 203,9	6 862,6
Remboursement TVA (-)	175,0	185,0	229,4	296,0	341,7
Remboursement TVAPP (-)	30,8	34,0	60,0	70,8	83,7
Recettes fiscales nettes	5 676,1	7 023,8	9 089,4	11 432,9	15 083,2
Impôts	3 049,8	3 663,6	4 835,7	6 299,8	8 304,3
Douanes	2 626,3	3 360,2	4 253,7	5 133,1	6 778,9
Recettes non fiscales	166,1	174,6	185,7	214,5	245,7
Dons	306,0	1 753,0	2 620,3	981,3	1 124,3
Courants	1,1	2,5	0,0	0,0	0,0
En capital	304,8	1 750,5	2 620,3	981,3	1 124,3
Dépenses totales	7 925,1	12 947,8	16 360,6	17 996,5	22 506,1
Dépenses courantes	5 061,1	7 212,7	8 853,5	8 935,6	11 848,6
Dépenses budgétaires	5 378,0	6 014,5	8 452,7	8 440,1	8 037,7
Dépenses de personnels	2 841,9	3 492,3	5 031,8	4 904,1	4 226,9
dont: Soldes	2 666,3	3 237,6	4 737,6	4 706,8	4 405,5
dont: Indemintés	175,6	254,7	294,2	197,3	-178,6
Intérêts dus sur	353,9	466,4	628,1	590,1	667,5
dette extérieure	122,9	192,5	263,5	278,2	334,8
dette intérieure	231,0	273,9	364,6	311,9	332,7
Fonctionnement hors Intérêts	2 182,2	2 055,8	2 792,7	2 945,9	3 143,3
Biens et services	355,4	517,4	547,4	620,8	711,2
Subventions et transferts	1 826,8	1 538,4	2 245,4	2 325,1	2 432,2
Autres opérations nettes du Trésor	-316,9	1 198,2	400,8	495,5	3 810,8
dont: remboursement TVA	205,8	219,0	289,4	366,8	425,5

	2021	2022	2023	2024	2025
Autres	-522,7	979,2	111,4	128,7	3 385,4
Dépenses en capital	2 864,0	5 735,1	7 507,1	9 060,9	10 657,6
Financement interne	1 518,3	1 555,9	3 030,5	3 866,4	4 320,0
Financement externe	1 345,7	4 179,2	4 476,6	5 194,5	6 337,5
Emprunts extérieurs	1 040,9	2 428,7	1 856,4	4 213,2	5 213,3
Subventions extérieures	304,8	1 750,5	2 620,3	981,3	1 124,3
Soldes					
Déficit base des engagements	-1 571,2	-3 777,5	-4 175,8	-5 001,0	-5 627,5
Variations des arriérés intérieurs	-126,1	0,0	-30,0	-30,0	-30,0
Déficit global base caisse	-1 697,3	-3 777,5	-4 205,8	-5 031,0	-5 657,5
Solde primaire, base caisse	-177,5	-884,9	-1 691,4	-197,7	253,3
Financement	1 697,3	3 777,5	4 112,9	4 724,1	5 070,9
Extérieur (net)	1 220,5	2 187,6	3 779,6	4 394,3	4 744,0
Tirages	1 587,9	2 625,7	3 641,9	5 215,7	6 113,5
dont prêts projets	1 040,9	2 428,7	1 856,4	4 213,2	5 213,3
dont prêts programmes	547,0	197,0	1 785,5	1 002,5	900,3
Amortissement	-367,4	-438,1	137,7	-821,5	-1 369,5
Intérieur (net)	476,8	1 589,8	333,3	329,8	326,9
Système bancaire	231,9	1 693,6	306,2	325,0	300,3
<i>dont banque centrale</i>	0,0	1 536,5	225,4	-232,3	-146,0
<i>dont FMI</i>	536,0	1 202,0	0,0	0,0	0,0
Effets de la variation de change	25,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Système non bancaire	-87,4	-103,7	27,1	4,8	26,6
Dépôts des correspondants du Trésor	306,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Gap ou écart de financement	0,0	0,0	-93,0	-306,9	-586,6
<i>(en millions de dollars)</i>	0,0	0,0	-22,6	-72,7	-134,5

Source : MEF/SG/DGT

TABLEAU A-4 : Récapitulatif – Situation monétaire

	2021	2022 LFI	2022	2023	2024
	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.	Déc.
<i>(En milliards d'Ariary)</i>					
Circulation fiduciaire	4 117,1	4 146,9	4 499,6	4 832,8	4 928,0
Dépôts totaux (y. c. DAT, dép. d'épar. et oblig.)	11 801,9	15 567,5	14 589,4	16 764,4	19 111,1
Agrégat (M3) = Contreparties	15 919,1	19 714,5	19 089,0	21 597,1	24 039,1
			19,9	13,1	11,3
Avoirs extérieurs nets	5 018,1	5 633,9	6 169,5	6 567,6	6 524,0
Banque centrale	3 690,8	4 439,8	4 416,9	4 753,5	4 642,0
Banque de dépôts	1 327,3	1 194,0	1 752,6	1 814,1	1 882,0
Avoirs intérieurs nets	10 900,9	14 080,6	12 919,5	15 029,6	17 515,2
Crédit intérieur net	12 411,3	15 388,6	14 574,3	16 697,6	19 148,4
Créances nettes sur l'Etat	3 072,2	5 141,5	3 787,9	4 094,1	4 419,1
CNE du S.B.	2 838,1	4 831,4	3 431,7	3 737,9	4 062,9
Banque centrale	1 271,1	2 811,3	1 707,6	1 933,0	1 700,7
Banques	1 566,9	2 020,2	1 724,0	1 804,8	2 362,1
Autres créances nettes	234,2	310,1	356,2	356,2	356,2
Crédits à l'économie	9 339,1	10 247,1	10 786,4	12 603,5	14 729,3
Banque centrale	28,4	30,2	30,4	31,4	32,4
Trésor	180,0	102,1	73,1	73,1	73,1
Banques	9 130,7	10 114,8	10 682,9	12 499,0	14 623,9
Autres postes nets	-1 510,4	-1 308,0	-1 654,7	-1 668,0	-1 633,3

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

TABLEAU A-5 : Récapitulatif – Balance des paiements

	2021	2022 LFI	2022	2023	2024
<i>(En millions de DTS)</i>					
Compte courant	-505,7	-518,9	-659,2	-831,1	-815,5
Biens et services	-1 020,8	-856,4	-1 028,3	-1 096,2	-1 044,1
Balance commerciale	-679,0	-669,2	-643,3	-621,7	-642,6
Exportations FOB	1 904,0	1 980,5	2 338,3	2 664,3	2 877,9
Importations FOB	-2 583,0	-2 649,7	-2 981,6	-3 286,0	-3 520,4
Services (solde)	-341,8	-187,3	-385,0	-474,5	-401,6
Recettes	449,1	754,8	619,3	703,8	897,6
Paiements	-790,9	-942,1	-1 004,4	-1 178,3	-1 299,2
Revenus des investissements	-182,5	-252,9	-248,8	-263,3	-288,0
Recettes	30,1	39,9	31,4	34,1	39,3
Paiements	-212,6	-292,7	-280,1	-297,5	-327,3
<i>dont: Intérêts de la dette publique</i>	-22,4	-42,7	-35,2	-47,3	-48,1
Transferts courants	697,6	590,4	617,9	528,4	516,7
Administrations publiques	22,4	24,2	9,2	9,9	10,5
<i>dont: Aide budgétaire</i>	0,2	8,4	0,5	0,0	0,0
Autres secteurs	675,2	566,2	608,7	518,6	506,2
Compte capital et financier	703,6	401,1	639,6	847,6	708,4
Compte des capitaux	55,5	220,0	320,6	470,5	169,8
Administration publique	55,5	220,0	320,6	470,5	169,8
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	648,0	181,1	319,0	377,1	538,6
Investissement direct	171,2	203,4	206,2	226,0	288,1
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	476,8	-22,2	112,8	151,1	250,4
Gouvernement	222,4	339,5	400,7	678,6	760,5
Tirages	289,4	444,0	480,9	653,9	902,6
PIP	189,7	417,3	444,8	333,3	729,1
Aide budgétaire	99,7	26,7	36,1	320,6	173,5
Amortissements	-66,9	-104,5	-80,2	24,7	-142,2
Autres secteurs	247,5	-246,2	-120,9	-218,6	-112,6
Banques commerciales (net)	-7,5	0,0	-80,7	0,0	0,0
Autres (net)	14,4	-115,5	-86,2	-308,9	-397,5
Autres (y.c. erreurs et omissions)	-14,1	0,0	-33,9	0,0	0,0
Balance globale	183,8	-117,8	-53,5	16,5	-107,1
Financement	-183,8	117,8	53,5	-16,5	107,1
Avoirs extérieurs nets (augmentation -)	-199,2	114,8	50,5	-32,2	54,0
F.M.I. (net)	96,9	26,9	58,1	11,6	-38,9
Autres avoirs, nets (augmentation -)	-296,1	88,0	-7,6	-43,8	92,9
Variation nette des arriérés (excl. BCM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement et annulation de la dette	15,4	3,0	3,0	0,0	0,0
Gap de financement résiduel	0,0	0,0	0,0	-15,7	-53,1

Source : Banky Foiben'i Madagasikara

ANNEXE 2

**DOCUMENT
DE
PERFORMANCE**

Face à l'évolution du contexte socio-économique national et international au cours du premier trimestre, les projets d'investissements sur financement interne prévus dans la Loi de Finances de l'année ont dû faire l'objet de réajustement. Ceux-ci demeurent néanmoins alignés aussi bien aux objectifs de développement nationaux qu'aux Objectifs mondiaux dits « Objectifs de Développement Durables » auxquels Madagascar a adhéré.

Le tableau ci-après présente les principaux « produits » prévu dans la Loi de Finances Rectificative 2022, suivant leur ODD de rattachement :

ODD et Produits	Ministères et Programmes concernés	Valeurs cibles
ODD 02 - Eliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable		
Hangar de marché	49-MPEB / 141-Relance De La Pêche Et De L'Aquaculture	06 Hangar de marché
Titres Verts	48-MINAE	10 Milliards Ariary
Tsenan'omby Manara Penitra	48-MINAE / 404-Infrastructures De Bovidés Aux Normes	1,4 Milliard Ariary
Unité de froid	49-MPEB / 141-Relance De La Pêche Et De L'Aquaculture	06 Unités de froid
Unité de transformation	49-MPEB / 141-Relance De La Pêche Et De L'Aquaculture	06 Unités de transformation
Zone d'Emergence Piscicole (ZEP)	49-MPEB / 141-Relance De La Pêche Et De L'Aquaculture	10 ZEP
Puce de bovidé (BOLUS) et épizootie	48-MINAE / 370-Extension Du Système D'Identification Electronique Des Bovins A Madagascar	780 Millions Ariary
Réhabilitation de périmètres irriguées et barrage hydroagricole	48-MINAE / 180-Fonds D'Entretien Des Réseaux Hydroagricoles 306-Amenagement Rizicole Dans Les Pôles De Production A M/Car	7,5 Milliards Ariary
ODD 03 - Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge		
Centres de Santé de Base (CSB)	71-MINSAN / 030-Réhabilitation, Construction, Equipement Des Infrastructures	69 CSB
Hôpitaux Manara Penitra (HMP)	71-MINSAN / 068-Appui Au Système Hospitalier Universitaire	15 HMP
Infrastructures pour les jeux des îles	75-MJS / 081-Appui Au Développement Du Sport De Haut Niveau	Gymnase à 8000 places, Infrastructures pour la discipline Voile, Mise au norme des infrastructures sportives,...
Village communautaire	76-MPPSPF / 071-Population Et Developpement	Antsirabe
Bâtiments administratifs	76-MPPSPF / 071-Population Et Developpement	15 Bâtiments administratifs
Centres d'écoute juridique	76-MPPSPF / 075-Politique Sociale Et Protection Sociale	109,7 Millions Ariary
Matériels et équipements	76-MPPSPF / 071-Population Et Developpement	700 Millions Ariary
Maisons de femmes	76-MPPSPF / 072-Egalite De Sexe Et Autonomisation De La Femme	5 Maisons de femmes
ODD 04 - Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage		
Campus Universitaire	84-MESRS / 170-Nouveaux Projets d'Emergence	4 campus, 3 dortoirs
Infrastructure de l'Education	81-MEN / 156-Développement De L'Enseignement Fondamental	22 Milliards Ariary
Construction des nouveaux centres de formation professionnelle de référence	83-METFP / 167-Nouveaux Projets d'Emergence	6 nouveaux centres de formation professionnelle de référence opérationnelles
Construction de Sekoly manara-penitra, réhabilitation d'école,...	81-MEN / 156-Developpement De L'Enseignement Fondamental	45,4 Milliards Ariary
ODD 06 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau		
Pipeline Efaho	52-MEAH / 153-Developpement De L'Accès A L'Eau Potable	128,5 Milliards Ariary
Blocs sanitaires	52-MEAH / 090-Eau Et Assainissement	7 Blocs sanitaires
ODD 07 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un cout abordable		
Parc solaire	51-MEH / 190-Projet D'Hybridation Des Sites Isoles Par Système Photovoltaïque	100,4 Milliards Ariary

ODD 08 - Promouvoir une croissance économique soutenue partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous		
ODOF	39-MICC / 215-Industrialisation Agroalimentaire	1,5 Milliards Ariary
Opérationnalisation des Bureaux d'Administration Minières et mise en place du système de traçabilité des produits miniers	53-MMRS / 120-Nouveau Projet d'Emergence	2,6 Milliards Ariary

ODD 09 - Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation		
Route Ihoasy-Betroka	65-MTP / 455-Nouveaux Projets d'Emergence	72,3 Milliards Ariary
Autoroute Antananarivo-Toamasina	65-MTP / 391-Rn2 Port Toamasina	301,2 Milliards Ariary
Train Urbain	67-MTM / 348-Renouveau Et Construction Des Infrastructures Des Réseaux Ferroviaires	34,2 Milliards Ariary
Flyover	65-MTP / 455-Nouveaux Projets D'Emergence	30 Milliards Ariary

ODD 11 - Faire en sorte que les villes et établissements humains soient ouverts à tous, surs, résilients et durables		
Crédits d'investissement destinés à l'appui au développement (CIAD)	14-MID / 075-Appui Aux Développements Régionaux/Districts	250 Millions Ariary par Député
Fournitures spécifiques pour l'opérationnalisation de 9 CIRDOMA	68-MATSF / 312-Programme Foncier National	Reconstitution de 10 000 dossiers fonciers reconstitués, Création de 70 000 titres fonciers
Guichets uniques des services fonciers avec logements nouvellement construits	68-MATSF / 253-Modernisation De L'Administration Foncière	04 Guichets uniques des services fonciers avec logements
Logements sociaux (tranche 2022)	64-SCNVHPR / 306-Mise En œuvre De La Politique Et Stratégie Nationale Du Logement	11 Milliards Ariary
PIP Gouverneurs 23 Régions	14-MID / 113-Régions émergentes	2 Milliards par Région
Smart village	60-MPTDN	3,5 Milliards Ariary

ODD 15 - Préserver et restaurer des écosystèmes terrestres en veillant à les exploiter de façon durable		
Centre de tri de déchets	44-MEDD / 121-Développement du système de valorisation des déchets à Madagascar	3 Centres de Tri de déchets
Pépinières	44-MEDD / 114-Restauration Forestière Et Lutte Contre Les Feux De Brousse	5 Pépinières

ODD 16 - Promouvoir l'avènement des sociétés pacifiques et ouvertes aux fins de développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place à tous les niveaux des institutions efficaces, responsables et ouvertes		
Entretien et carburant Aéronef	12-MDN / 082-Mise En Adéquation Des Infrastructures Et Des Equipements Avec La Nouvelle Stratégie De Sécurisation Nationale	2,6 Milliards Ariary
Groupement des Forces Spéciales d'Intervention (GFSI)	12-MDN / 082-Mise En Adéquation Des Infrastructures Et Des Equipements Avec La Nouvelle Stratégie De Sécurisation Nationale	914,2 Millions Ariary
Hotel des finances	21-MEF / 243- Construction Et Equipements "Hôtel Des Finances Régional"	2 Hôtels des finances
Maison de la Communication et de la Culture	37-MCC / 160-Nouveaux Projets d'Emergence	1,2 Milliard Ariary
Opérationnalisation des nouvelles infrastructures: Prison de haute sécurité d'Imerintsiatosika, Maison centrale, TPI	16-MINJUS / 056-Nouveaux Projets d'Emergence	3 nouvelles infrastructures opérationnelles
Refonte de la liste électorale	07-CENI / 002-Gestion Des Opérations Electorales	25,2 Milliards Ariary
Tribunal de Première Instance	16-MINJUS / 056-Nouveaux Projets D'Emergence	2 TPI
Zone de défense et de sécurité (ZDS)	12-MDN / 082-Mise En Adéquation Des Infrastructures Et Des Equipements Avec La Nouvelle Stratégie De Sécurisation Nationale	3,2 Milliards Ariary
Unité spéciale de sécurisation de la filière vanille, Ecole de la gendarmerie nationale, Brigade gendarmerie	13-SEG / 081-Nouveaux Projets d'Emergence	4 Milliards Ariary

DOCUMENT DE
PERFORMANCE
PAR INSTITUTION ET
MINISTÈRE

SANS CHANGEMENT
PAR RAPPORT À LA
LOI DE FINANCES INITIALE
2022.